

La crème des multinationales européennes et américaines

s'occupent de nous!

Elles nous proposent:

Menu

€€€€€€ ~ Entrées ~ €€€€€€

Emietté de services publics à la crème de blé et oseille Poulet au chlore et son caviar d'OGM

\$\$\$\$\$\$ ~ Plats ~ \$\$\$\$\$\$

Démocratie grillée à feu vif et mise en bière Trio de brochettes marinées au gaz de schiste à choisir parmi : retraites, sécu, assurance chômage, droit du travail

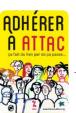
€€€€€€ ~ Desserts ~ €€€€€€

Etouffée d'alternatives citoyennes et son agriculture intensive en robe des champs (à volonté) Enfumée gouvernementale au silence médiatique





<u>Tarifs</u>: à consulter auprès du tribunal arbitral du restaurant (voir conditions au dos) *Menu provisoire en cours de négociation...*



Contact: attac92clamart@free.fr Site: http://local.attac.org/attac92clamart/

« Ce qui est fait pour nous, que d'autres ont décidé sans nous, est en réalité contre nous. Soyons des êtres actifs » - Nelson Mandela

Depuis juillet 2013, la Commission Européenne et les États-Unis s'affairent en cuisine pour concocter un accord commercial de

libre-échange extrêmement toxique : le TAFTA (ou PTCI)*. Comme les meilleures recettes doivent rester secrètes, ni les

peuples ni même les parlements nationaux ne sont et ne seront consultés si nous ne l'imposons pas!

Et le silence des médias est accablant!

attac

Clamart

l'école publique, les principes de précaution... sont vus comme des « obstacles inutiles » au commerce qu'il convient « d'éliminer »

Dans cet accord, les retraites par répartition, la sécurité sociale,

(art. 5). Selon cette idéologie, une entreprise pourra porter plainte et réclamer à un Etat ou même à une commune des centaines de millions d'Euros auprès d'un tribunal constitué d'arbitres... privés!

Attac Clamart vous invite à une réunion de débat public pour comprendre le TAFTA Mercredi 14 mai 2014 à 20h30 Maison des associations

avec Frédéric Viale,

(13 bis rue de Bièvres, Salle Albert Camus)

Membre de la Commission Europe d'Attac

le menu dans notre dos, sinon nous allons déguster! Refusons que nos décisions démocratiques soient remises en cause au nom du profit! Des régions résistent (Île-de-France, PACA...).

Ne laissons pas des instances non élues négocier

Elles refusent de passer à table et se sont déclarées « hors-TAFTA ».



Interpellons nos élus et nos candidats députés européens pour qu'ils s'engagent aussi à rejeter ce projet d'accord.